

Epidemics



GIMUN

THE GIMUN CHRONICLES

Thursday 26th March 2015

Geneva International Model United Nations

CONTENT

- 2 QUI REPRÉSENTE HAÏTI AU COMITÉ JURIDIQUE ?
- 3 ECOSOC: COMMENT PROMOUVOIR LA LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE DANS UN CLIMAT POLITIQUE TENDU ?
KRISTINA TOUZERIS RÉPOND AUX QUESTIONS DE L'OIM
- 4 OMS : PRÉSENTATION D'UNE ORGANISATION MAJEURE DE L'ONU.
MY HEALTH. MY CHOICE.
- 5 A HEATED THIRD DAY OF DEBATE: RUSSIA STORMS OUT
TUBERCULOSE : UN BILAN MITIGÉ
- 6 FACE AUX ÉPIDÉMIES, QUELLES CONTRE-MESURES ?
- 7 POLIO OUTBREAK IN THE MIDDLE OF THE SYRIAN CRISIS
CZECH REPUBLIC, VENEZUELA AND MOROCCO PRESENTED THEIR NATIONAL REPORT ON HUMAN RIGHTS TO THE HRC
- 8 CARTOON OF THE DAY
PRODUCTIVE DAY AT THE IOM: PROPOSALS AND FRESH TOPIC
- 9 PUÉRILITÉ EN 6ÈME (COMMISSION)
BILL & MELINDA GATES: ONE COUPLE'S MISSION TO ERADICATE DISEASE
- 10 EBOLA: A FAILURE OF THE INTERNATIONAL SYSTEM?
- 11 MARC FINAUD, ORATEUR INVITÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ : « UKRAINE, UNE NATION DIVISÉE »
« COOPÉRATION » ET « COLLABORATION » : LES MOTS LES PLUS ENTENDUS À L'OMS
- 12 WHO IS LIBERIA IN THE WHO COMMITTEE?
- 13 BITS AND BOBS

EDITOR'S NOTE

Très faible et fébrile, je pensais au début à une grosse grippe. Mais une grosse grippe qui provoque une fièvre de 40°C, ce n'était pas habituel pour moi qui ne monte habituellement qu'à environ 38°C. Je ne pouvais rien faire et me sentais très mal. Enfin, le diagnostic a été posé ; une maladie que je ne connaissais pas vraiment et dont on ne parle que très peu, la dengue.

Transmise par un moustique diurne, les principaux foyers de cette maladie sont les régions tropicales et subtropicales du monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la moitié de la population mondiale est exposée au risque et la dengue a progressé de manière importante au cours des dernières décennies.

Bien sûr, en Suisse, ou ailleurs en Europe, je ne risquais rien, car dans notre monde aseptisé, même si j'avais contracté une infection due à mon très faible taux de globules blancs, j'aurais été très bien prise en charge. Évidemment, il n'en va pas de même pour les malades vivant dans les pays du Sud. Dans certains pays d'Asie et d'Amérique du

Sud, la dengue est une grande cause de mortalité chez les enfants.

Le gros problème que pose cette maladie est qu'il n'existe aucun traitement, ni aucun vaccin. Une prise en charge adaptée permet néanmoins de réduire drastiquement le taux de mortalité, de 20 % à moins de 1 %. Pourtant, cette maladie ne bénéficie pas d'autant de fonds que d'autres. En effet, c'est une épidémie qui n'est pas soudaine, qui est présente depuis de nombreuses années. Ainsi, les victimes de la dengue ne profitent pas de la même couverture médiatique que ceux des épidémies plus soudaines et foudroyantes comme Ebola. Il en va de même pour la malaria.

L'une des différences majeures entre des maladies comme la dengue et Ebola est le mode de transmission. La dengue se transmettant par le biais d'un moustique, elle n'est pas contagieuse entre humains. Sauf qu'un individu contaminé transmettra le virus à un moustique sain, qui à son tour la transmettra à un autre individu. Les mesures pour

endiguer la propagation de ce virus sont donc plutôt complexes.

Ebola, VIH, grippe, malaria, dengue, choléra et tant d'autres... Tant de maladies face auxquelles nous ne sommes pas tous égaux. La communauté internationale, en particulier à travers l'OMS, devrait se concentrer davantage sur un accès plus équitable aux ressources médicales telles que personnel médical qualifié, qualité des infrastructures et médicaments financièrement accessibles, car selon l'endroit de la planète où l'on naît ou les moyens financiers dont on dispose, une maladie bénigne peut avoir une issue fatale.

Anouk Peytremann
Coéditrice en chef

QUI REPRÉSENTE HAÏTI AU COMITÉ JURIDIQUE ?

ELLIOT CLARKE

Qui es-tu dans la VRAIE VIE ?

Je m'appelle Jacqueline Knoll, je suis allemande et j'étudie actuellement le droit à l'université de Genève.

D'où GIMUN et le comité juridique ?

Oui, c'est mon premier MUN et GIMUN, j'en ai entendu parler à l'université et c'est comme ça que je m'y suis intéressée. Malheureusement ça risque d'être mon seul MUN car j'ai mes examens en droit en Allemagne l'année prochaine et ça va être chargé !

Aujourd'hui c'est censé être la fin des débats sur les OMP (opérations de maintien de la paix), discutées au comité juridique. Quel serait ton bilan ?

Je crois qu'on a des problèmes de communication entre la présidence et les délégués, mais aussi entre nous. Les pays latino-américains et africains refusent certains points, mais maintenant que nous avons une résolution ça devrait avancer.

As-tu choisi de représenter Haïti ?

Non c'est plutôt Haïti qui m'a choisi ! (rires) J'étais surprise au début mais je trouve ce pays vraiment intéressant à représenter, surtout dans la situation actuelle, au vu de la présence des casques bleus.

Donc tu es plutôt satisfaite ?

Représentant Haïti, je suis assez déçue vis-à-vis de la protection des civils, qui a été édulcorée par certains membres mais qui reste importante durant certaines missions.

Et, plus précisément, es-tu satisfaite de l'opération des casques bleus en Haïti ?

En termes de gestion du déséquilibre gouvernemental et d'aide au maintien de l'ordre, je trouve qu'ils font un travail admirable. Ils aident vraiment à reconstruire le pays. Après, c'est parce qu'ils nous aident que nous soutenons cette mission mais nous pensons qu'il faudrait bien sûr davantage contrôler cette force armée et leur activité, considération au menu des débats de la commission !

Le thème du journal d'aujourd'hui est celui des épidémies ; quel est ton avis sur la situation en Haïti ?

Les discussions du comité sont aussi intéressantes à ce niveau-là, sachant que les forces de maintien de la paix ont apporté le choléra durant leur mission. Vu que nous avons de faibles infrastructures et un système d'eau courante déficient, l'épidémie s'est répandue dans l'ensemble du pays. Le taux de mortalité a été terrible.

Et quels sont tes attentes au regard des instances internationales ?

Nous devons avant tout réassurer l'efficacité de nos infrastructures. Sachant qu'elles ont une certaine responsabilité, nous attendons des forces internationales une certaine aide médicale mais aussi des rétributions financières pour les victimes et familles de victimes en Haïti. Pourtant, pour le moment, les Nations Unies ont refusé toute responsabilité (officielle) dans cette crise, ce qui ne facilite pas sa gestion.

Le prochain thème abordé par ton comité est la compétence universelle : un petit avant-propos ?

Personnellement, je trouve que c'est un sujet très intéressant et important pour que des États puissent poursuivre certains crimes contre l'humanité. En tant que représentante d'Haïti je soutiens cette compétence, mais elle ne constitue pas pour un pays en crise la considération principale !

Venons-en aux questions plus fun ! Quel sera ton costume à la soirée déguisée ?

(Rires) Oh je n'en ai pas mais peut-être que tu as des idées !

Que penses-tu des événements culturels et de l'expérience « extra-GIMUN » ?

Je suis allée à la soirée fondue et c'était vraiment cool ! J'ai aussi participé au petit voyage de dimanche et ça m'a bien plu : c'était vraiment un bon moyen pour tous de mieux se connaître et d'échanger de bons moments avant le début des « hostilités » (rires).

Et si nous parlions du Karaoké ? Quel genre de musique aimerais-tu écouter ?

Euh... Je ne suis pas sûre du tout à ce niveau-là ! J'avoue que je chante surtout sous la douche !

Que penses-tu de la Suisse en général ?

J'adore la montagne et le ski ! J'ai trouvé vraiment des spots supers !



ECOSOC: COMMENT PROMOUVOIR LA LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE DANS UN CLIMAT POLITIQUE TENDU ?

SARA HUSSAMI

Après une pause-café qui marqua la clôture du débat pour la résolution concernant l'agriculture en Afrique sub-saharienne, les délégués ont entamé les premières discussions concernant l'exclusion des jeunes et des femmes dans l'économie au Moyen-Orient.

La majorité s'accorde à dire qu'il y a un réel paradoxe entre le niveau d'éducation élevé de la population du Moyen-Orient et le chômage structurel qui touche en particulier les jeunes et les femmes. La plupart des délégués s'entendent sur la promotion de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Le Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR) estime qu'il faut impérativement avoir une perspective multidimensionnelle dans la résolution de ce

problème a priori purement économique : les aspects juridiques et politiques ne peuvent pas être abandonnés. Les délégués ne partagent néanmoins pas tous le même point de vue ; ils estiment que cela ne relève pas de la compétence directe de l'ECOSOC.

Les solutions envisagées par les délégués sont la promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui ont l'avantage d'être peu formalisées, avec une bonne capacité d'innovation et d'adaptation rapide au marché, qui facilitent l'information et qui sont surtout simples à mettre en place. Sur le plan juridique, les pays de l'Union Européenne s'accordent à dire qu'il faut améliorer le cadre légal des droits de la femme dans les pays du Moyen-Orient, ce qui n'est pas l'avis du Liban et de la Jordanie

qui insistent sur la souveraineté et le respect de la culture de chaque pays.

Bien que le but premier de l'ECOSOC soit de résoudre le problème du développement par des solutions économiques, seul le CESR a réellement saisi l'enjeu de l'instabilité politique comme étant le facteur principal au manque d'institutionnalisation du marché de l'emploi au Moyen-Orient. Il est difficile de parler de liberté d'entreprendre si les minorités touchées par ce chômage n'ont pas accès aux institutions politiques et ne sont pas intégrées dans le processus décisionnel. Une grosse lacune donc, dans cette première partie du débat, qui prend le risque d'omettre un volet très important, celui de l'incapacité politique de répondre aux demandes de la société civile arabe.

KRISTINA TOUZERIS RÉPOND AUX QUESTIONS DE L'OIM

GHADA BEN SAÏD

Kristina Touzeris, directrice de l'Unité de Droit International des Migrations à l'OIM, était l'invitée du comité de l'OIM de GIMUN ce mercredi matin. Elle est spécialisée dans les questions de droit pénal et de droit humain, et responsable des activités liées aux questions de droit international et régional. Ses propos viennent clore le débat du premier sujet du comité, à savoir la question du passage des migrants par la Méditerranée.



Le discours de Mme. Touzeris était dynamique, comportant plusieurs séries de questions-réponses avec les délégués, pertinence modérée par le président du comité de l'OIM dont l'efficacité n'est plus à prouver. L'experte en a profité pour souligner et rectifier des problèmes de terminologie au sein du comité et lever quelques confusions courantes. La dénomination d' « immigrants illégaux » au lieu d' « irréguliers » était au cœur de la première partie de la discussion avec des délégués plus motivés que jamais.

Ils se sont tous mis d'accord pour dire que l'immigration irrégulière n'est pas une action criminelle. La deuxième problématique de terminologie abordée est celle des nuances entre la migration forcée, le trafic d'êtres humains et la migration irrégulière. Une intervention judicieuse de la Chine, pourtant uniquement présente en tant qu'observatrice, met en évidence certains aspects juridiques et administratifs de l'arrivée en masse de personnes sans papiers.

S'en est suivi un débat sur les problèmes

de sauvetage en Méditerranée, dans lequel Kristina Touzeris en a profité pour souligner l'efficacité du programme Mare Nostrum, comme écrit dans un précédent article de l'édition sur les migrations, et proposer des solutions supplémentaires sur l'après-sauvetage. Que faire des migrants après leur arrivée ? L'OIM se penche sur la promotion de structures d'accueil régionales et de financement des pays qui acceptent ces migrants. Les nombreuses questions des délégués du comité ont rythmé le débat jusqu'à la dernière minute.

fun fact!

Le conseil du jour de notre SG, Jim Zouridis : « Quand tu as un problème, tu le résous ! ». Merci pour ces sages paroles...

OMS : PRÉSENTATION D'UNE ORGANISATION MAJEURE DE L'ONU

MARIE LANIESSE

L'Organisation mondiale de la santé a été créée le 7 avril 1948. C'est une institution spécialisée de l'ONU dont le siège social est à Genève.

Son but est d'amener les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. La santé se définit comme un « état complet de bien-être physique, mental et social qui ne consiste pas seulement en l'absence de maladie ou d'infirmité ».

L'OMS est l'autorité directrice et cofondatrice dans le domaine de la santé et ses travaux ont un caractère international. Cet organisme a pour mission de diriger l'action sanitaire au niveau mondial ; il fixe les programmes de recherches (en matière de santé) ainsi que les normes et les critères de santé. L'OMS est chargée d'une part de présenter des options politiques fondées sur des données probantes afin de fournir le soutien nécessaire aux pays membres, en particulier à ceux qui en ont vraiment besoin, et d'autre part de surveiller l'évolution sanitaire



mondiale et d'en évaluer les tendances.

L'OMS compte aujourd'hui 194 membres. Tous les pays membres de l'ONU peuvent devenir membre de l'OMS en acceptant sa charte. Les pays non membres de l'ONU deviennent membres lorsque leur demande est approuvée par le vote de l'Assemblée mondiale de la Santé à la majorité simple. L'Assemblée mondiale de la Santé, l'organe décisionnel suprême de l'OMS, se réunit tous les ans au mois de mai à Genève. Le

conseil exécutif de l'OMS est composé de 34 membres élus pour 3 ans.

L'OMS est dirigée par le docteur Margaret Chan, élue par le conseil exécutif de l'OMS le 8 novembre 2006. Précédemment, le docteur Chan était directrice de la santé du gouvernement de Hong-Kong de 1994 à 2003. Elle est considérée comme la trente-septième femme la plus influente du monde par le magazine économique américain Forbes.

MY HEALTH. MY CHOICE.

ASHLEE PITTS

The United States of America has only just begun to slow down the widespread fear of an Ebola outbreak within its borders but now a new frightening discussion has captivated the homes of millions of Americans. The measles is a highly contagious disease caused by a variety of viruses. It has a strong capability of living in and outside of the body, which puts us at risk especially considering how much we turn doorknobs, take public transportation, cough and sneeze on a daily basis. Sore eyes, a high fever, fatigue, and rashes are just a few of the symptoms of the illness. Parents throughout the United States are torn between wanting to protect their children from a miserable illness while also considering the implications and possible health risks of the vaccine. According to the World Health Organization the measles

is one of the leading causes of death among young children but reassures the public that the vaccines are safe and inexpensive. The amount of children who have died or grew ill as a result of the vaccinations are minuscule; however, even one child dying of it is enough for a parent to experience chills and nervousness. Infants are at the highest risk of contracting the illness as they are not age appropriate to receive the vaccine.

While countless individuals are suffering and desperately waiting for cures to deadly diseases such as Pancreatic cancer, Leukemia and AIDS, the parents who can in fact prevent a deadly disease like the measles from infecting their child seem to be taking life for granted. In the United States, everyone has the fundamental right to decide

the medical treatment pertaining to their own health. Cancer patients are advised to undergo chemotherapy (CTx) but it cannot be forced upon them. People infected with HIV are encouraged to undergo standard antiretroviral therapy (ART) in order to prevent the progression of AIDS but it cannot be forced upon them. We have that right as American citizens. But what about the rights of the parents who should feel comfortable sending their children to school? Should parents just accept the fact that their children may be in a high-risk environment simply because another parent is choosing not to vaccinate their own children? Should the American government force parents to vaccinate their children in the interest of the nation's overall health and well-being? Well, it depends on who you ask.

fun fact!

It seems people have been complaining of the lack of fun facts in our newspaper. You all know what the solution is: send us some! Our email is press@gimun.org...

A HEATED THIRD DAY OF DEBATE: RUSSIA STORMS OUT

EMMA DROUIN

Although based on reality, GIMUN is a game. The SC has already faced one fake crisis, which it tackled with great aplomb. On Tuesday though, reality tragically surfaced when the French delegate motioned for a minute of silence to commemorate the 144 passengers who lost their lives in the Germanwings plane crash.

The honorable delegates moved on to a third day of debates, which began with the controversial topic: Ukraine. Venezuela started off the speaker's list with an emphatic support of Russia's position in the Ukrainian crisis and its annexation of Crimea. The delegate accused the USA and the EU of trying to weaken Russia and ultimately destroy its power. China also emphasized that there is no proof that Russia is to blame, nor that it has deployed troops on Ukrainian soil. The USA along with other delegates voiced their concerns over the illegal invasion and annexation of Crimea. They stipulated that they would not stand by while human rights are blatantly being violated. Russia was urged to recognize its role in the crisis and to cooperate with the international community. Chad reminded the council that the Minsk Protocol agreed upon in February 2015

should be reviewed point by point. From there, a new resolution could be drawn up urging still un-respected points to be honored. Turkey and Jordan voiced their concerns over the ethnic security threat of the Tatar minorities.

The session was interrupted by a fabricated news update announcing an explosion in Kiev during peaceful protests. Civilians and 4 OSCE members were killed. The SC resolved that the Minsk Protocol must truly be respected to stop the shedding of innocent blood and a presidential statement was adopted. Believing the meeting to be

ending early, Russia, Lithuania and Turkey asked to be excused to go meet the Belgian ambassador to the UN. The president was very disappointed, so the gallant Belgian trio decided to stay. Happily, they remained to hear the Ukrainian delegate inform them that the perpetrator of this explosion was Russia. Russia's delegate was only momentarily lost for words. He then reacted with a forceful and short speech accusing Ukraine of "lies, lies, lies" and using the "Kama Sutra approach to Truth", meaning that Ukraine always uses all positions to bend the Truth... All eyes on him, Russia's delegate then stood up and stormed out of the room.



TUBERCULOSE : UN BILAN MITIGÉ

CAMILLE DE FÉLICE

Moins médiatisée qu'Ebola et la grippe aviaire, la tuberculose a fait, selon les chiffres de l'OMS, près de 1.5 million de morts dans le monde en 2013.

L'organisation estime qu'environ un tiers de la population mondiale est contaminée par le bacille de Koch responsable de la maladie ; toutefois, seul un petit nombre d'entre eux [environ 10 %] tombent effectivement malades. Selon Médecins sans Frontières, ce sont au moins 500 000 nouveaux cas qui sont enregistrés chaque année. Depuis quelques années, une nouvelle forme multi-résistante de la maladie s'est développée. MSF considère que la propagation de cette souche mortelle représente l'une des plus grandes

menaces de santé publique à ce jour. Les estimations prévoient 75 millions de victimes d'ici 2050. L'OMS cherche à se montrer plus optimiste et rappelle que d'importants progrès ont été réalisés ces dernières années. Ainsi, le taux de mortalité dû à la tuberculose aurait chuté de 40 % depuis 1990.

Les jeunes adultes sont les plus touchés, surtout dans les pays en développement. Par ailleurs, les personnes atteintes du sida ont une probabilité plus élevée de développer la maladie, du fait de l'affaiblissement de leur système immunitaire. Selon les experts, l'association des deux maladies est en progression : une situation nouvelle et particulièrement préoccupante.

En 2006, l'OMS a mis au point un programme appelé Halte à la tuberculose. Cette stratégie prévoyait de réduire considérablement le poids mondial de la maladie d'ici 2015 grâce à l'accès universel à des soins de qualité et à la protection des populations les plus vulnérables. Dans le cadre de la journée mondiale de la tuberculose, qui avait lieu mardi 24 mars, l'OMS a appelé à soutenir une nouvelle stratégie sur vingt ans, avec pour but d'éradiquer l'épidémie. L'organisme insiste surtout sur la nécessité de combler les déficits de financement tant au niveau de la prévention et de la recherche que des soins.

fun fact!

It's spring! The peacocks of the Palais des Nations have decided it was time to mate. They just have trouble distinguishing female peacocks from female humans!

FACE AUX ÉPIDÉMIES, QUELLES CONTRE-MESURES ?

JEAN-VICTOR NAPPEY

Le cas d'Ebola n'est pas nouveau. Tout au long de l'histoire, de nombreux cas d'épidémies se sont présentés, depuis la pandémie de peste noire qui a ravagé l'Europe au Moyen-Âge en passant par celle de la grippe espagnole à la fin de la première guerre mondiale, d'une ampleur inconnue jusqu'alors.

De quels moyens disposons-nous face à ce type de menaces, qui augmentent considérablement à l'heure actuelle, dû aux échanges de plus en plus nombreux occasionnés par la mondialisation ?

De manière générale, il est possible de faire une distinction entre les mesures individuelles, les stratégies collectives à caractère local et les moyens d'action à caractère national ou international.

Concernant les pandémies de grippe, comme la grippe A H1N1, les mesures individuelles, souvent très basiques, sont cruciales. Ainsi, l'isolement des malades, le lavage régulier des mains, le port d'équipement personnel tel que masque ou gants, la prise de médicaments et la vaccination préventive sont souvent très efficaces. Mais ce sont aussi, parfois, des mesures qui vont totalement à l'encontre de certaines traditions ou cultures. Par exemple, les recommandations émises par de nombreux organes de santé préconisent d'éviter tout contact avec les cadavres, alors que certaines traditions africaines comportent des rituels consistant à toucher les morts.

S'agissant des épidémies transmises par l'intermédiaire d'un moustique, comme la dengue ou la malaria, les stratégies consistent dans l'utilisation de moustiquaires individuelles, de répulsifs, d'hygiène dans les maisons et d'élimination de toutes les eaux stagnantes

alentours, sources de vie et de reproduction de l'insecte. Mais ce sont également la prise de médicaments appropriés ou de vaccins à titre préventif, qui nécessitent un certain niveau de ressources financières.

Les stratégies à caractère local consistent à mettre en place des hôpitaux et des centres de dépistage des malades, ainsi qu'à distribuer massivement des équipements individuels qui sont quelquefois totalement absents des régions les plus pauvres du globe. Parmi ces équipements, on peut notamment citer des seaux d'eau, du savon ou encore des masques, des gants et des moustiquaires, mais aussi des médicaments ou des vaccins, s'il en existe. Des épandages massifs d'insecticides contre les moustiques ou la réintroduction et la protection d'espèces animales prédatrices de moustiques comme certains poissons ou batraciens peuvent également représenter des stratégies efficaces à l'échelle locale.

Enfin, à un niveau national et international, de nombreuses stratégies sont aujourd'hui appliquées, comme par exemple filtrer des voyageurs en provenance des zones contaminées dans les aéroports pour limiter géographiquement l'épidémie, développer des vaccins à grande échelle ou encore mettre au point des variétés de moustiques génétiquement modifiés.

Dans ce sens, le Règlement sanitaire international, outil mis en place par l'OMS pour coordonner les actions des États face à toute urgence de santé publique de portée internationale, est fondamental. Il en est de même pour le rôle des organisations non gouvernementales comme la Croix-Rouge ou Médecins sans Frontières qui apportent matériel et personnel qualifié aux

zones touchées. Cependant, le rôle des États reste crucial en ce qui concerne les moyens humains, financiers et technologiques considérables que nécessite ce genre de menaces.

Toutefois, ces moyens ne sont pas sans difficultés dans leur mise en application. En effet, les réactions des populations locales sont parfois un obstacle à l'application de ces stratégies : la population peut par exemple refuser de se plier aux recommandations du personnel médical, car elles vont à l'encontre de leurs traditions, ou alors simplement par méfiance ou scepticisme.

Mais les stratégies peuvent également contenir, en elles-mêmes, de sérieux désavantages susceptibles d'hésiter à les mettre en place. C'est le cas par exemple des épandages massifs d'insecticides contre les moustiques qui peuvent répandre de grandes quantités de polluants dans l'environnement, entraînant de ce fait d'autres problèmes sanitaires.

Enfin, le principal problème à l'application de toutes ces mesures et à leur efficacité sur le long terme reste la pauvreté et le sous-développement. En effet, l'Afrique reste le continent le plus touché par le virus Ebola et le VIH, et il est l'un des principaux foyers de la dengue et de la malaria, maladies présentes également en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud principalement. Cette pauvreté, marquée par la malnutrition et la difficulté d'accès à l'eau potable et aux mesures basiques d'hygiène, menace la santé de la population à grande échelle et sur le long terme. Par conséquent, une solution viable d'endigement efficace de ces épidémies réside certainement pour une très grande part dans le développement à long terme de ces régions.



POLIO OUTBREAK IN THE MIDDLE OF THE SYRIAN CRISIS

CAROLINE MOUNTFIELD

In Syria, WHO works with over 30 local and international NGOs, UN agencies including UNICEF, civil society groups, the Syrian Arab Red Crescent Society and other humanitarian partners to deliver medicine, vaccines and medical supplies, to coordinate the delivery of health care, to train health workers, and to prevent and control outbreaks of disease. These efforts have supposedly assisted people on all sides of this



conflict. During 2013, for example, WHO distributed sufficient medicines to meet the needs of 4.6 million people.

In areas which have long been polio-free, such as Syria, those who detect and report polio (clinicians, lab technicians, etc.) have a “low index of suspicion”, meaning they tend not to assume polio is the cause of paralysis. Therefore, unfortunately, a child may go undiagnosed for some time; this was the case for a child in Aleppo, who was reported to have developed acute flaccid paralysis on 14 July 2013. Samples from this case were collected only in September, and sent for testing in October. The case was reported only after a cluster of paralyzed children were detected in Deir Al Zour governorate in October.

WHO was first notified of this cluster on 11 October, and preliminary laboratory results on 17 October suggested the presence of poliovirus. WHO then issued an international alert on the risk of a polio outbreak.

WHO is saying that since 2010, at least two immunization campaigns have been conducted every year across Syria. And that all national campaigns strive to reach all areas of the country, including those under opposition control. But the truth is that activities in some areas of the country may be deferred due to a number of reasons, including active fighting or insecurity. Therefore, is WHO really being impartial or can it only operate in government-held territories in Syria?

CZECH REPUBLIC, VENEZUELA AND MOROCCO PRESENTED THEIR NATIONAL REPORT ON HUMAN RIGHTS TO THE HRC

PAULINE ESCARON

The Universal Periodic Review is a process that is part of the Human Rights Council and allows States to express themselves with regard to the advancement of human rights improvement in their country. Yesterday, three delegates were given this opportunity and were given recommendations by the other states.

The Czech Republic was thoroughly questioned on its discrimination of minorities, the Roma and the Muslim community especially, in matters of education. Although most states present at the discussion insisted on efforts to be made, in the sense the delegate of Czech Republic seems to have failed to respond effectively to the problem or to show signs of willingness to go in that direction. The Czech Republic refused most recommendations and only accepted a few vague ones.

Venezuela made a remarkable speech to

insist on the efforts it had made and to defend its position with regards to the defence of human rights. However, questions from the delegates fused to address the issues of student protestors shot by the police last year. The Venezuelan delegate did his best to fight back and defend his position but mostly refused, as diplomatically as possible, to answer the questions. Cuba showed support for its partner country, that they consider an “example in the respect of human rights”, criticising the Western-centred vision of other states imposing a biased vision of human rights. He notably argued that Western states saw threats everywhere, and quoted a very appreciated Cuban saying “it’s not because a turtle is diving that it should be seen as a military sub-marine” to make his point.

Morocco made a very strong argument about the efforts that had been made under King Mohammed VI, especially with the new

Constitution of 2011. Morocco showed how efforts had been made in gender equality and in democratic practices to decentralise the political process, in order to be closer to the citizens. Questions were raised on the freedom of expression and the death penalty in that country; Morocco’s defence was based on the fact that changes had been made but were recent and still needed to be accepted by the wider society and implemented fully across the country. While the delegate of Morocco stressed the fact that time was needed, most States applauded the improvements already made.

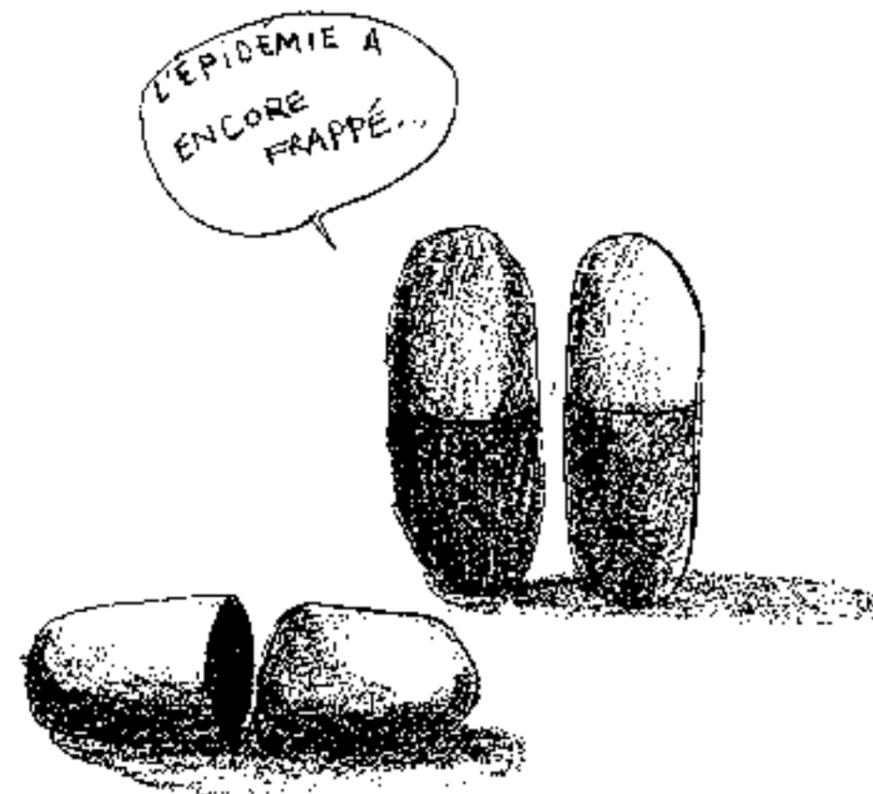
The HRC now turned to address the question of arbitrary detention. Tomorrow’s session will tell us how effective they were in dealing with the difficulty to combine the issues of arbitrary detention with those of national sovereignty and protection of national security when facing terrorist threats.

fun fact!

Someone is trying to attack the press team by leaving slanderous messages in our office! Beware, one of our journalists has sworn to “kill the bastard by cutting his damn throat and eating it for breakfast”!

CARTOON OF THE DAY

JULIETTE FRAMORANDO



PRODUCTIVE DAY AT THE IOM: PROPOSALS AND FRESH TOPIC

FRANCESCA PASCHETTA

On Wednesday morning, the IOM delegates started the debate with a long unmoderated suspension in order to discuss the proposals, on which delegates have been working together since Monday. Negotiations take place in two different blocs: on the one side, European and North African countries, that are directly concerned by immigration in the Mediterranean Sea, and on the other side, the countries that are less directly concerned by this issue.

Among the European countries, Italy and Germany seem to be willing to take charge of most of the rescue operations, by funding existing programmes and relying on the expertise of the IOM. Their proposal includes the development of more effective security policies and the commitment for a more sustainable development, as well as fair market conditions to allow developing countries to compete equally with developed ones. They recognize the importance of the supervision of the IOM in monitoring migration routes and training border patrols. Finally, they consider the cooperation of international organisations, such



as Human Rights Watch and the International Red Cross and Red Crescent, an essential tool to spread awareness and educate people about the risks of irregular migration. Particularly noteworthy was the remark by Jordan’s delegate, who, in a moment in which the discussion was too focused on national interests, suggested to focus on the aim of the debates, find compromises and collaborate. As regards countries that are not directly concerned with the issue, their proposal included similar points, but also urged international agencies, such as

the World Bank or the IMF, to engage in promoting sustainable economic development in order to tackle the root causes of the issue.

After the illuminating speech of the guest Kristina Touzenis, debates went on about the second topic on the agenda: undocumented migration in South East Asia. Delegates immediately asked for an unmoderated suspension, which lasted until the end of the session. If the debate goes on at the same speed, other good resolutions will soon come up.

PUÉRILITÉ EN 6ÈME (COMMISSION)

ELLIOT CLARKE

Dans la cour de récréation de la Sixième Commission on joue au chat et à la souris. Depuis quelques jours, les enfants s'acharment à ennuyer le responsable en charge de les surveiller. Un petit iranien, le rigolo de la classe, ne semble pas vouloir aborder avec sérieux le jeu décidé par les autres élèves. Son meilleur ami, un russophile invétéré, boude dans son coin depuis la veille. Parler des opérations de maintien de la paix ne semble pas lui faire plaisir, et les règles du jeu (mal ?) expliquées dans la matinée par le surveillant n'ont pas été comprises. Quelques élèves semblent d'accord avec ces deux fauteurs de troubles, mais la plupart aimeraient seulement jouer avant que la cloche, qui sonnera le glas de GIMUN et le retour en classe, ne cède la place à la nostalgie des débats.

En milieu de matinée, punis à plusieurs

reprises par un organisateur, légèrement (oh disons-le : « très ») à cheval sur le règlement de l'école, les deux petits dictateurs en puissance décident de faire l'école buissonnière. S'ensuit alors un conseil scolaire avec un des directeurs de l'école (nous l'appellerons « Ambassadeur ») qui, faute de pouvoir faire sans les mauvais élèves et le caractère buté de leur surveillant, ne fait que clarifier les règles du jeu. « C'est n'importe quoi ! » s'offusque une élève asiatique. Si les tensions se calment alors, au milieu de la récré, ce n'est que vers 15h que les enfants réussissent de nouveau à s'amuser.

Par professionnalisme, abandonné pour un temps par les membres de la commission, nous ferons tout de même un bilan de la journée. Après avoir revu certains amendements concernant les OMP (voir édition précédente), les délégués ont fini par clôturer

l'étude de ce sujet. Comme par magie, seule à même de calmer les turbulences de la matinée, les premiers débats sur la compétence universelle furent assez enrichissants. Les pays africains, appuyés par l'Iran, soulignent une forme de « double standard » en faveur des pays occidentaux dans l'usage de cette juridiction. Le Venezuela aimerait quant à lui évoquer la création d'une liste de crimes pouvant légitimer l'usage de cette compétence. Enfin, il semblerait que les débats de demain s'orienteront sur la hiérarchisation entre justice internationale et souveraineté nationale en vue de clarifier la législation actuelle. Si cela vous paraît bref, c'est malheureusement à l'image de la perte de temps de votre journaliste attiré...

BILL & MELINDA GATES: ONE COUPLE'S MISSION TO ERADICATE DISEASE

MODUPE MACAULAY

Known by many for his achievements in the world of computer technology, Microsoft founder Bill Gates and his wife, Melinda, have recently turned their hands to a more charitable cause – the eradication of disease and epidemics worldwide. With the ambitious plans to eliminate a large part of the world's most fatal diseases in the next 15 years, could Bill and Melinda Gates usher the age of a disease-free world in the decades to come?



Global Polio Eradication Initiative significantly contributed to the elimination of the disease, and will continue to do so. Even more promising are the breakthroughs being made amongst AIDS researchers. The Gates are heavily involved in financing the development of a new AIDS vaccine that could potentially reduce contraction of the virus by up to 95%.

The good work being funded by the Bill and Melinda Gates Foundation cannot be understated, as it will undoubtedly save countless lives. Just last year, the Gates donated a generous 500 million USD towards combatting disease.

With other potentially pandemic diseases, such as Ebola, lurking on the horizon, the work of Bill and Melinda Gates gives us a new hope – no disease is too deadly, if the resources, intelligence and passion of society is united to fight it.

the disease all together since the turn of the century. This string of success has led Bill Gates to state that Malaria can be eradicated within a generation.

Indeed, the nearly worldwide eradication of Polio is considered by many to be one of the greatest health achievements ever made. The Gates Foundation's financial support of the

Malaria is a worldwide pandemic that has plagued our planet for centuries. According to a 2014 report by the WHO, nearly half of the world's population is at risk of contracting the disease. Indeed, in 2013 there were approximately 198 million cases of Malaria, with 584,000 of those cases resulting in death. The Bill and Melinda Gates Foundation has made significant financial and technological contributions in order to combat this disease, with positive results. Since 2000, the mortality rate for Malaria sufferers has fallen by a staggering 47%. Moreover, four countries have eliminated

fun fact!

Apparently, ambassadors are going from committee to committee forbidding "intimate" contact between delegates or with the presidency within the UN, as it might influence the debates... Outside the Palais, however, you may do whatever you want!

EBOLA: A FAILURE OF THE INTERNATIONAL SYSTEM?

PAULINE ESCARON

While the Ebola outbreak is slowly starting to calm down, cases still exist and due to its highly infectious character we cannot call victory until it has completely disappeared. Ebola has proved a tragic failure of the international community to react and shows how unequal we are when faced with epidemics.

What is Ebola?

Ebola is an extremely infectious and incredibly deadly disease causing the death of 70% of the people contracting the virus. Since the outbreak started in April 2014, it has infected 23,700 people and killed more than 9,000 people. Being highly infectious, the disease can be transmitted through close contact with the bodily fluids of an infected person even when they are dead. This means that patients need to be treated in isolation, which leads to stigmatisation, and the need for high protection for medical staff is extremely time-consuming. Moreover, the fact that dead bodies are still infectious means that doctors need to take care of the bodies that are often cremated instead of buried, and this goes against certain traditions. A further difficulty that occurs when dealing with Ebola in Africa is that the symptoms are very similar to those of malaria, typhoid fever or influenza.

The response to Ebola: a failure of the international system?

Dr Joanne Liu, International President of Médecins Sans Frontières (MSF), addressed the United Nations in September 2014, condemning very strongly the inaction of the international community in the face of Ebola, accusing leaders of "failing to come to grips with this transnational threat". It is NGOs such as MSF or the Red Cross that respond to such epidemics since the local States do not have the means to do so and the

developed States usually fail to act rapidly, unless they consider their national interest to be threatened.

While the WHO allowed for an acceleration of the process to find appropriate medicine to combat Ebola, no treatment is currently used in Africa. Here we must note a clear inequality in treatment since all doctors who have contracted Ebola and returned to their home country (Spain, UK, US) have been cured, while thousands of people are dying in Africa without any treatment being used.

Ebola spread in Guinea, Sierra Leone and Liberia, countries with weak states and crumbling public health services and infrastructures. This region is well-known for being unstable: Liberia only ended civil war in 2005, Sierra Leone in 2002, and Guinea only has an elected government since 2010, after years of military rule. This means that governments are still blamed for corruption, are not trusted and have difficulty implementing measures to stop Ebola from spreading. The State is not seen as a figure of trust and cannot provide for the wellbeing of its citizens due to lack of funds for public health services or infrastructures.

NGOs are seen as trusted actors most of the time, but they still face lack of infrastructure, and of medical personnel to deal with the crisis. This is even more relevant in the case of Ebola where trained medical personnel is needed in large numbers, because any medical intervention requires a lot of time and the personnel risks being infected, a lot of them refuse to work by fear. The lack of infrastructure and personnel only reinforces the problem of the epidemic: people who are not taken care of are sent back to their communities and spread the virus even

more. The Ebola outbreak has also led hospitals to stop carrying out their normal role for delivering babies, dealing with other illnesses or injuries due to the high pressure they are faced with. This means that on top of deaths from Ebola, people are dying of other diseases that are not deadly and are not taken care of in case of childbirth or injuries. That is precisely why Dr Joanne Liu called with severity for the members of the UN to dispatch disaster response teams, to deploy civilian and military assets to help combat Ebola since it will not simply disappear.

What are the lessons learnt?

Ebola has caused fear and has not been dealt with effectively; although NGOs have played a key role in fighting the virus and helping the people they cannot act effectively without the help of the international community. The response has been coercive measures: placing people in quarantine, closing borders and blocking them. This has only led to fear amongst people and has slowed access for NGOs to countries in need. It has increased the chaos in the countries most affected by the virus.

Other than coercive measures, help has been slow to come from developed countries and has proven that cooperation is still difficult in the face of transnational threats. It would seem that national interests still prevail. While the States that are affected do not have the means to protect their civilians, people are dying today in the streets, being refused access to hospitals due to lack of room and personnel. This surely poses the question of the world we live in and the priorities that are set at a global level...



MARC FINAUD, ORATEUR INVITÉ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ : « UKRAINE, UNE NATION DIVISÉE »

JEAN-VICTOR NAPPEY

Marc Finaud, membre du GCSP (Geneva Center for Security Policy) et ancien diplomate français, nous livre ici une analyse de la crise ukrainienne.

De par plusieurs aspects, l'Ukraine semble divisée. Cette division s'exprime notamment dans les problématiques linguistiques, ethniques, mais aussi politiques, clivant la population autour d'une volonté de rapprochement soit envers l'Europe soit envers la Russie. La région du Donbass par exemple, contrôlée par les rebelles, connaît un fort soutien de sa population en faveur de la Russie. Celle-ci, conformément à une stratégie de subversion utilisée autrefois dans les États baltes notamment, et disposant de nouvelles technologies militaires, envoie des troupes sur le terrain sans l'admettre officiellement, alimentant ainsi le conflit.

Malgré cette hostilité, de nombreuses tentatives ont eu lieu pour trouver des solutions à la crise ukrainienne. Vladimir Poutine avait

par exemple proposé un plan le 3 septembre 2011, incluant, entre autres, des mesures telles qu'un cessez-le-feu, un suivi international ou encore un acheminement facilité de l'aide humanitaire. Mais ce plan ne contenait aucune mesure qui traiterait des questions institutionnelles sur le long terme. Peu de temps après, le premier accord de Minsk voit le jour, contenant notamment la création d'une zone tampon démilitarisée entre la Russie et l'Ukraine et surveillée par l'OSCE, mais aussi la mise en place d'un dialogue entre le pouvoir ukrainien et les régions rebelles, une décentralisation du pouvoir et une loi sur l'autonomie de ces régions, ainsi que des élections anticipées dans les régions rebelles. Malheureusement, ce programme ambitieux n'a pas été suivi entièrement.

Par la suite, de nouvelles tentatives ont été faites pour tenter de trouver des solutions à la crise. L'accord de Minsk 2 du 11 février 2015, plus ambitieux que le précédent et qui contenait une solution en 13 points, en est

un exemple. D'autres tentatives comprennent des projets de résolution comme celui de mars 2014 sur la Crimée ou la résolution 68/262 du 17 mars 2014 sur la Crimée à laquelle la Russie s'est opposée. Finalement, seulement deux résolutions ont été adoptées par le Conseil de Sécurité : la résolution 2166 condamnant le crash de l'avion de la Malaysia Airlines sur le sol ukrainien pour lequel la Russie et les rebelles ukrainiens ont décliné toute responsabilité et la résolution 2202 reprenant le contenu des accords de Minsk. Malgré tout cela, la crise continue et son issue semble incertaine. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'une solution à cette crise ne peut être viable qu'avec la participation de la Russie.

« COOPÉRATION » ET « COLLABORATION » : LES MOTS LES PLUS ENTENDUS À L'OMS

MARIE LANIESSÉ

Avant de commencer la séance de ce matin, la présidente et le vice-président ont demandé au comité de faire une minute de silence en hommage aux 136 personnes décédées lors du crash aérien qui a eu lieu en France mardi après-midi.

Clôture des débats sur l'industrie pharmaceutique

Comme d'habitude, l'appel est fait et des pays s'ajoutent à la liste des orateurs. Le Royaume-Unis est le premier à prendre la parole, expliquant qu'aujourd'hui aura lieu une coopération entre les pays. Puis les présidents demandent si il y a des mentions et, comme toujours, la Chine demande une suspension de séance non modérée afin de terminer le travail sur les amendements.

Les pays souhaitent coopérer en favorisant l'éducation et la sensibilisation, notamment celle des étudiants en médecine, concernant l'influence de l'industrie pharmaceutique.

Comme l'a dit la Chine, les questions de santé touchent tous les pays ; il n'existe pas de frontière. L'Afrique du Sud explique qu'en tant que pays émergent, il est temps pour elle d'obtenir une indépendance en matière de recherche et de développement. L'Union africaine souhaiterait en apprendre davantage sur les maladies afin de mieux les traiter et de les traiter à leur façon. Le Pays-Bas parle peu mais bien, suggérant à l'OMC de revoir ses lois en la matière, et de respecter la propriété intellectuelle. Tous sont d'accord pour dire qu'une coopération est nécessaire afin de lutter contre l'influence de l'industrie pharmaceutique ainsi que contre la corruption.

Ouverture des débats sur les maladies pandémiques et épidémiques

En fin de matinée, les délégués ont commencé à débattre sur le deuxième sujet. Chacun commence par donner son «

programme » sur le thème des épidémies. L'Inde souhaite s'attarder sur Ebola car ce problème n'est pas réglé. Le Japon, quant à lui, suggère d'identifier les forces et faiblesse des différents systèmes de santé. Cuba est satisfaite de la coopération au sein du comité, mais ajoute que la rapidité d'action est la clé. Le Mali, pour sa part, estime qu'il faut gérer la réinsertion des malades dans la société et demande la création d'une équipe internationale.

Les pays se réunissent durant une suspension de séance non modérée, afin de discuter de leurs idées sur le second sujet. Pour cela ils travaillent tous ensemble, main dans la main (ou presque). Leur coopération fait plaisir à voir et permet de faire avancer le débat : bravo à eux. Je conseillerais au Brésil de regarder la liste des orateurs avant de vouloir s'ajouter sur celle-ci.

WHO IS LIBERIA IN THE WHO COMMITTEE?

CAROLINE MOUNTFIELD

Who are you?

Hi, my name is Tyler D. Somers, I am American and I come from the city of Salem in Oregon (Not the place where they burned witches, that happened in Salem Massachusetts. We're civilised people here). And I am currently studying Political Science at the Western Oregon University.

Is this your first MUN, or have you experienced others in the past?

I took part in many MUNs across America when I was younger. What I really love about them is meeting new people from all across the globe, getting to know each other, making new friends. I must say, so far my best experience has been with GIMUN, with all the activities at night, there is like a summer camp atmosphere. It's fun, really.

What is Liberia's goal today in addressing WHO?

Liberia's goal is to collaborate with Member States to improve health, specifically in least developed countries who suffer most.

Do you believe that Liberia is getting enough International aid?

No, Liberia needs as much international aid as it can get. This country is still recovering from the past civil war. The recent Ebola crisis just added to the social and political consequences. America offered 763 million dollars to help us tackle this health cataclysm, but Liberia is crying for more.

From your perspective what should the Liberian government do to regain people's trust?

I deem that increasing infrastructure, like roads and building schools should be the



first step to take. The country needs to regain what it has lost. Promoting Liberia's culture through education should at least be a beginning toward better relations between the government and the people.

Is Liberia taking part in the developing countries coalition to create an alternative to the Big Pharma companies, during the WHO sessions?

My country is not in a good position. The United States is our biggest ally and Liberia is very dependent on them. It is not in our best interest to form a coalition with the developing countries, nor Russia. We showed it when we declined Russia's help during the Ebola outbreak.

Have you ever milked a goat?

Yes! My parents own a farm, and therefore I did even more, I helped a goat giving birth. I would probably have gone to vet school if it wasn't for my allergies. I love animals.

What was the last lie you told?

I said that I come from California. Haha, I think that a lot of people still believe it in Gimun. Sorry guys.

Oh and also answering to the previous question.

Are you a cool guy?

I have lasso a horse, does that count? And I have a boat license, so technically you can call me captain.

fun fact!

There seems to have been a flirtation on the fondue night between a delegate from the Legal committee and one from the HRC!

Soirée karaoké

Mesdames et Messieurs attention ! Ce soir, tenez vous prêts et faites chauffer vos cordes vocales ! Nos dévouées SSG pour les évènements culturels nous ont préparé une soirée karaoké !

Vous n'avez pas été écoutés comme vous l'auriez souhaité lors de la délibération de 9h45 ? Vos propositions passent à chaque fois à la trappe ? Venez libérer votre frustration dans le micro, pour le plus grand bonheur (ou pas) de tous vos collègues délégués.

Les débats stagnent et votre comité ne parvient pas à un accord ? Redonnez du rythme et du swing



à votre journée en chantant sur des chansons de légendes.

Rien de tel qu'une soirée karaoké pour découvrir les classiques qui se chantent dans les pays de vos collègues délégués. Ouvrez grand vos yeux et vos oreilles, et chantez à gorge déployée !

Rejoignez-nous dès 21h au Pickwick Pub (tram 15, arrêt Butini).

Filled up with Cheese

CAROLINE MOUNTFIELD

Tuesday night was Swiss themed. We all gathered together in the pink painted Restaurant Les Vieux Grenadiers to taste one of the most typical Helvetic dish, "la fondue" – melted cheese mixed with white wine that we savoured accompanied with more white wine. The entire GIMUN assembly got to dine side by side in a single room decorated with Geneva's colours, the golden eagles watching us stuff ourselves. While we were all waiting hungry and eager to get served, we discovered that fondue sticks make the best allies when it comes to poking your neighbour (I hope that you will use that piece of information wisely). When the fondue pots (called "caquelon") finally arrived we all jumped on the pieces of bread, to grab as much as we could, showing no mercy to the latecomers. That is when things started to get interesting. A major announcement was made; dropping your slice of bread would imply serious consequences. As a male student, you were obliged to buy a 30CHF worth bottle of wine, to share with your more than happy friends, while as a female, you had to go round the table and kiss every guy you encountered on the cheek (fairness is subjective). This happened a lot, and there was no way to escape your

forfeit, indeed the whole table would cheer, clap and scream until you honoured your debt. Now not everybody knows that, but when the Restaurant started being quite empty, a small number of the staff and journalists stayed, and although they were filled up with cheese, they put some music on and started dancing in the VG. Two girls even got up on tables to show how good they could move it. Don't worry, everything is on tape.



MUN Delegation

Au semestre dernier, une nouvelle formule a été créée par GIMUN. La MUN Delegation consiste en des sessions hebdomadaires qui s'étalent sur un semestre. La première expérience de la MUN Delegation a rencontré un grand succès. Parmi le grand nombre de candidats ayant postulé, 25 ont été sélectionnés pour participer aux sessions. L'objectif est de faire découvrir aux délégués le monde des MUN, de promouvoir une meilleure compréhension du travail de l'Organisation des Nations Unies et de former une délégation pour participer à des conférences de MUN en Suisse et dans le monde entier.

Les premières rencontres sont consacrées aux règles de procédure et à l'introduction au système des MUN. Mais très rapidement, les délégués commencent à débattre des sujets proposés, utilisant comme support des papiers de position qui leur sont transmis en avance afin de se familiariser avec le sujet du débat et d'élargir leurs connaissances.

Toutes les deux semaines, un nouveau débat est proposé et les délégués sont invités à changer de pays, ce qui leur permet de défendre des points de vue parfois très différents les uns des autres, d'améliorer leur argumentation et de gagner en confiance pour se préparer au mieux aux conférences qui les attendent. Lorsque les rencontres touchent à leur fin, les délégués doivent être capables d'écrire eux-mêmes une résolution en débattant au mieux afin de trouver un accord satisfaisant pour toutes les parties.

Le point d'orgue de ces rencontres est la participation d'une délégation à une conférence MUN en tant que délégation de GIMUN. Au semestre d'automne 2014, nous avons eu le plaisir de représenter l'Allemagne à la conférence OxiMUN à Oxford.

Nous nous réjouissons de la prochaine délégation MUN sur le semestre de printemps 2015, alors si vous êtes intéressés, n'hésitez pas à vous renseigner davantage sur notre site www.gimun.org.



Editors in chief & journalists



EMMA



FRANCESCA



MARIE



JEAN-VICTOR



ELLIOT



PAULINE



CAMILLE



SARA



graphic designer
DEE



graphic designer assistant
TAYO



journalists
CAROLINE



ASHLEE



GHADA



MODUPÉ



editors in chief
ANOUK



MARIE-AMBRYM

